



RESUME SYTNHETIQUE DES CONSULTATIONS CITOYENNES - 2018

L'initiative des consultations citoyennes sur l'Europe trouve son origine dans une proposition française, émise par le Président de la République dans son discours de la Sorbonne (26 septembre 2017).

L'ambition est d'amorcer une refondation du projet européen, en s'appuyant sur un vaste débat participatif et populaire, ouvert à une importante diversité des citoyens participants. Elle est d'ouvrir un temps de discussion et d'échange accessible à tous les citoyens de l'Union européenne, sans parti pris et sans exclusive, afin de leur donner une opportunité nouvelle de s'exprimer et de s'engager, de dire ce qu'ils pensent de l'Europe d'aujourd'hui et d'esquisser l'Europe de demain qu'ils souhaitent et espèrent.

Les représentants des 26 autres États membres à Bruxelles ont rapidement apporté leur soutien à ce projet et y ont contribué, chacun avec ses moyens propres.

UN OBJECTIF CONVERGENT

Les États membres se sont entendus pour consulter largement les citoyens européens, avec un objectif convergent, faire remonter ces attentes citoyennes au plus haut niveau, au Conseil européen de décembre 2018.

En France, les consultations citoyennes sur l'Europe se sont déroulées entre le 17 avril et le 31 octobre.

L'objectif prioritaire était de sortir les discussions européennes des enceintes d'experts, afin d'inciter la plus grande diversité possible de citoyens à y prendre une part active.

L'exploitation des données issues des consultations, ont été confiées pour leur exploitation à une Autorité Administrative Indépendante, la *Commission Nationale du Débat Public*.

1 082 consultations citoyennes ont réuni plus de 70 000 participants. Au total, 97 des 101 départements français ont participé aux consultations citoyennes. 400 communes ont organisé une ou plusieurs consultations citoyennes. Les petites entités urbaines (villages, bourgs et petites villes, c'est-à-dire ne dépassant pas 20 000 habitants selon les critères de l'INSEE) ont constitué 54 % de ce total.

PRINCIPAUX THÈMES

Même si des diagnostics négatifs ont pu être dressés, notamment par rapport à l'opacité des institutions européennes, l'Europe est souvent appréhendée comme **la solution aux problèmes nationaux, plutôt que leur cause**.

Le nouveau rêve européen est écologique.

La manière dont le sujet de l'environnement est traité est parlante pour illustrer l'ambition et la pertinence de l'échelle européenne : pour les contributeurs, ce dernier incarne le nouveau rêve européen, un impératif qui irait de soi ; il représente un des piliers pour construire **une Europe durable** qui a une responsabilité particulière au regard du reste du monde.

Des citoyens européens acteurs du changement.

La vision de l'Europe comme ressource, comme référence à laquelle se comparer pour s'améliorer et où aller chercher les bonnes pratiques est particulièrement présente dans les contributions portant sur l'éducation et la formation.

La citoyenneté européenne ? un des sujets les plus débattus.

Il n'y aurait aucune contradiction entre une identité nationale, avec ses spécificités, et une identité européenne commune. La connaissance des cultures réciproques pourrait, pour certains participants, être un moyen d'**«apprendre à fonctionner ensemble»**.

Les consultations portent une vision peu positive des institutions de l'UE, perçues comme opaques, complexes, rigides et surtout peu démocratiques.

Toujours est-il que les propositions faites vont toutes dans le sens **d'un rapprochement entre citoyens et institutions et d'une démocratie plus forte**

Une Europe qui s'affirme et protège.

Les enjeux économiques sont parmi les plus importants qui ressortent des consultations citoyennes, à la fois parce qu'ils sous-tendent le projet européen depuis sa création et parce que les participants reconnaissent que l'Union a exercé un rôle majeur dans la mise en œuvre – et le succès – des politiques économiques des États membres. Ils appellent donc à ce que ses États membres **s'unissent réellement pour protéger leurs citoyens** et faire valoir leurs intérêts. De fortes attentes existent dans le domaine du numérique. Dans ce contexte, les participants sont nombreux à préconiser **une harmonisation des règles fiscales** et sociales. **Le rêve écologique** est aussi très présent dans toutes les matières économiques et sociales : on parle de circuits courts, de la nécessité de retisser les liens entre l'Europe et ses territoires, de bâtir une Europe à taille humaine. L'UE semble en effet perçue comme **un outil qui peut être efficace pour lutter contre la pauvreté**, la précarité et les inégalités économiques et de genre.

L'Europe, une puissance éthique.

Concernant les relations internationales, l'analyse est sensiblement la même que pour l'économie : **l'Europe n'est pas à détricoter, mais à renforcer**, à la condition de **porter une ambition plus sociale et éthique**

La Défense et la sécurité.

Les participants aux consultations semblent très peu au fait des enjeux précis propres à la défense et à la sécurité, même s'ils manifestent un réel intérêt pour ces thèmes. Si la majorité des contributions sont globalement favorables à une collaboration européenne autour de ce sujet ainsi qu'à sa réorganisation, le débat reste entier sur le degré d'intégration qu'il convient d'adopter.

Le Phénomène migratoire.

Face au phénomène migratoire, plusieurs participants se sont exprimés en faveur **d'un meilleur traitement des personnes migrantes**. Il faut noter que les consultations révèlent une certaine méconnaissance du phénomène, confondant par exemple les différents statuts (migrants, demandeurs d'asile, immigrés, réfugiés) et donc les enjeux qui y sont associés. Toujours est-il que **l'UE est perçue comme un outil pertinent pour mieux accueillir**, mieux aider et mieux intégrer les personnes migrantes, et ce dans le respect **des valeurs européennes d'humanisme**.

CONCLUSION

Avec **1 082 événements et environ 70 000 participants**, les consultations citoyennes sur l'Europe en France auront été une **expérience inédite de démocratie participative**, un espace de débats innovants, **une aventure humaine**.

Les citoyens réunis lors de ces consultations, bien que très critiques sur la conduite des politiques publiques, **n'envisagent pas la résolution des grands défis mondiaux en dehors du cadre européen**. Ils attendent – quels que soient les domaines – une **Union européenne plus efficace**, au **fonctionnement institutionnel plus transparent**. Ils seraient fiers d'appartenir à une Union dont l'horizon politique serait centré sur une meilleure **capacité à défendre leurs valeurs** et leurs intérêts communs, ainsi que sur **une ambition sociale et environnementale humaniste**.

Ce rapport a été remis le 4 décembre 2018, par Madame Chantal JOUANNEAU, Présidente de la Commission Nationale du Débat Public à Madame Nathalie LOISEAU, Ministre chargée des Affaires Européennes, dans la salle de l'Horloge du Ministère des Affaires étrangères.

